



PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
Service protection de l'environnement

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. JAULIAC  
☎ : 04.56.59.49.55  
📠 : 04.56.59.49.96

## **ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE DDPP-ENV-2015-12- 22**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R 512-31 et R 512-74 ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation n°2011222-0027 délivré le 10 août 2011 au Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SICTOM) des Pays de la Bièvre, pour son Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers située à Penol (38260), lieu-dit « Les Burettes » ;

**VU** le courrier du 26 mars 2015 par lequel le SICTOM des Pays de la Bièvre a déclaré la cessation d'activités au titre des rubriques 2780-2a et 2780-2b liées au compostage pour l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers qu'il exploite sur son site de Penol ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la DREAL Rhône-Alpes en date du 29 septembre 2015 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 29 octobre 2015 ;

**VU** la lettre du 12 novembre 2015, communiquant à l'exploitant le projet du présent arrêté ;

**VU** la réponse de l'exploitant formulée par courriel en date du 27 novembre 2015 ;

**CONSIDERANT** que le site de l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers de Penol, exploité par le SICTOM des Pays de la Bièvre, est opérationnel depuis 2012 ;

**CONSIDERANT** que des modifications ont été apportées à l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers et que certaines activités n'ont jamais été mises en service (non mise en fonctionnement de l'installation de compostage – rubriques 2780-2a et 2780-1b) ;

**CONSIDERANT** que compte tenu des modifications apportées à l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers et aux justificatifs fournis par l'exploitant, il apparaît nécessaire de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011222-0027 du 10 août 2011 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient d'autoriser la poursuite des activités du site et d'imposer des prescriptions complémentaires au SICTOM des Pays de la Bièvre, en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## **ARRETE**

### **Article 1**

Le SICTOM des Pays de la Bièvre (siège social : lieu-dit « Les Burettes » 38260 PENOL) doit respecter strictement, pour l'Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers située sur le territoire de la commune de Penol, lieu-dit « Les Burettes », les prescriptions complémentaires **ci-annexées**.

### **Article 2**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du code de l'environnement susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

### **Article 3**

L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R 512-69 du Livre V , Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du code de l'environnement susvisé.

#### Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (I.C.P.E) du code de l'environnement susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

#### Article 5

En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt **au moins 3 mois** avant cette dernière, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrites par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

#### Article 6

Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de Penol et publié sur le site internet des services de l'Etat en Isère, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### Article 7

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de

l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après sa publication ou son affichage, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 8**

Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

#### **Article 9**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, la Sous-Préfète de Vienne, le Maire de Penol et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au SICTOM des Pays de la Bièvre.

Fait à Grenoble, le **- 7 DEC. 2015**

Le Préfet,




Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

**Patrick LAPOUZE**

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral N° DDPP-ENV-2015-12- 22

En date du 7 DEC. 2015

Le Préfet

 Pour le Préfet, par délégation  
le Secrétaire Général

**Patrick LAPOUZE**

## **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

**à l'Unité de Traitement et de Valorisation  
des Déchets Ménagers (UTVMD)**

**SICTOM des Pays de la Bièvre  
Lieu dit « les Burettes »  
38260 PENOL**

## Article 1 -

L'adresse du siège social du SICTOM mentionné à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 et à l'article 1.1.1 des prescriptions dudit arrêté est modifiée et remplacée par :

lieu dit « Les Burettes » - 38260 Penol.

## Article 2 -

Dans la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1 « **Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées** » du titre 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011, les rubriques 2780-2-a « activité de compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères » et 2780-1-b « compostage de matière végétale brute » sont supprimées.

## Article 3 -

A l'article 1.2.4 « **Consistance des installations autorisées** » du titre 1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011, il est supprimé la mention suivante :  
« Une unité d'affinage des produits stabilisés (criblage) en vue de la production d'un compost répondant à la norme NFU 44-051 ».

## Article 4 -

Le chapitre 2.10 « **Dispositions particulières applicables à la plate forme de compostage de "déchets verts" et de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition** » du titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« Le sol de cette installation doit être en enrobé étanche ou en matériaux présentant des garanties équivalentes.

Seuls les déchets verts sont admis sur cette aire dédiée.

L'implantation de cette aire doit être située à 5 mètres au moins des limites de propriété du site.

L'aire est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des déchets stabilisés fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

Les déchets verts après broyage doivent être évacués de la plate forme.

La durée d'entreposage des déchets verts sur cette aire doit être inférieure à un mois.

Le stockage des matières premières doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives (boues de station d'épuration urbaines...) est interdit.

La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. Cette hauteur peut être portée à 5 mètres, si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances.»

## Article 5 -

L'article 2.11.1 « **Objet champ d'application et définitions** » du chapitre 2.11 du titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« L'objet de l'installation de traitement mécano biologique est la stabilisation biologique des déchets réceptionnés avant leur stockage.

La stabilisation est un procédé biologique aérobique contrôlé avec montée en température, qui permet l'hygiénisation et la stabilisation par dégradation/réorganisation de la matière organique.

La stabilisation biologique est un traitement aérobique d'un déchet qui dégrade sa matière organique et réduit sa capacité ultérieure à produire des composés odorants, des lixiviats ou du biogaz.

Andain : dépôt longitudinal de matière organique en fermentation formé lors du procédé de compostage ou de stabilisation biologique, que le procédé se déroule en milieu ouvert ou fermé. »

## Article 6 -

L'article 2.11.2 « **Installations et conception** » du chapitre 2.11 du titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« L'installation comprend au minimum :

- une aire de réception des déchets ;
- une aire de tri / séparation / préparation ;
- une aire de fermentation par aération forcée en tunnels ;
- une unité de ventilation / traitement de l'air ;
- une unité administrative / poste de commande.

Ces équipements doivent être implantés dans un bâtiment fermé.»

## Article 7 -

L'article 2.11.3 « **Règles d'exploitation** » du chapitre 2.11 du titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation. Le personnel d'exploitation doit être particulièrement vigilant pour n'accepter que des chargements de matières autorisées.

Le procédé de stabilisation biologique débute par une phase de fermentation aérobique de la matière, avec aération de la matière obtenue par aération forcée. Cette phase aérobique est conduite selon les dispositions ci après :

PROCÉDÉ	PROCESS
Compostage ou stabilisation biologique en aération forcée	2 semaines de fermentation aérobique au minimum. Au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobique suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant 24 heures). 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.

L'aération (ventilation) du mélange en fermentation est réalisée par aspiration à travers l'andain. La température enregistrée en continu est la température moyenne de l'air extrait sous l'andain.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de deux semaines.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.

L'exploitant fixe les dispositions à prendre [par ex : régulation de la ventilation (diminution ou arrêt), arrosage des andains] afin de maîtriser la température de fermentation, la température moyenne lors de l'étape de fermentation aérobie étant de 70 °C et pouvant atteindre 80 à 85 °C.

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation, en particulier la température (moyenne journalière sur la base de l'enregistrement en continu de la température).

Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Ces données doivent être archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.»

#### **Article 8 -**

Les articles 2.11.4 « **produits finis (composts)** » et 2.11.5 « **Registre de sortie des produits finis (composts)** » du chapitre 2 du titre 2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 sont abrogés.

#### **Article 9 -**

Dans les titres 3 « **Prévention de la pollution atmosphérique** » et 8 « **Surveillance des émissions et de leurs effets** » des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011, le terme cheminée est substitué par les termes « partie sommitale des biofiltres »

#### **Article 10 -**

L'article 4.1.1 « **Origine des approvisionnements en eau** » du chapitre 4.1 du titre 4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« L'installation n'est pas raccordée au réseau AEP. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Commune de Penol	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )	Débit maximal (m <sup>3</sup> ) journalier
Eau souterraine		8 000 m <sup>3</sup> /an	22 m <sup>3</sup> /j »

#### **Article 11 -**

L'article 5.1.3 « **déchets admissibles** » du chapitre 5.1 du titre 5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« Certains déchets, susceptibles d'évoluer en anaérobie et de générer des nuisances odorantes, doivent, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, être mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné, sec), dont l'installation doit disposer en quantité suffisante.



Les déchets pouvant être admis sont :

- les ordures ménagères résiduelles ou assimilées ;
- les encombrants de déchetterie
- la collecte sélective
- les JRM (Journaux, Revues, Magazines)
- la FFOM (Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères),
- les déchets végétaux et les déchets de bois, papiers, cartons. »

## Article 12 -

L'article 7.5.3 « **Ressources en eau** » du chapitre 7.5 du titre 7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« L'exploitant dispose a minima de :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 400 m<sup>3</sup>, pour une période minimum de 3 heures en toute circonstance,
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté en continu par la réserve incendie; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations en acier de diamètre 50 mm. Ce réseau comprend au moins une pomperie incendie comportant au minimum 6 robinets d'incendie armés (RIA), capable de fournir aux lances un débit et une pression réglementaire.
- un poteau incendie à moins de 100 m de l'établissement qui doit pouvoir délivrer un débit de 60 m<sup>3</sup> /heure.
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'exploitant doit pouvoir justifier disposer d'un débit horaire minimal de 120 m<sup>3</sup> /heure et ceci en dehors des besoins ordinaires de l'établissement, et ce pendant une durée minimum de 3 heures. L'installation devra par ailleurs répondre aux exigences formulées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours dans son avis du 8 novembre 2010.

## Article 13 -

L'article 7.5.5.1 « **Système d'alerte interne** » du chapitre 7.5 du titre 7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

En cas d'incendie l'exploitant doit prévenir immédiatement :

- les pompiers,
- le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC).»

## Article 14 -

L'article 7.5.6.1 « **Bassin de confinement et bassin d'orage** » du chapitre 7.5 du titre 7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2011222-0027 du 10 août 2011 est modifié comme suit :

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 750 m<sup>3</sup> pour l'unité TMB avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, de confinement d'une capacité minimum de 750 m<sup>3</sup>, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.

Ces deux bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.»